

Les autorités burundaises exhortées à sauvegarder la paix

Arrib News, 15/04/2015 – Source Xinhua – Le Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein (photo), en visite au Burundi, a exhorté mercredi les autorités burundaises à garder le cap sur la trajectoire de la paix. La visite de quatre jours du haut commissaire intervient à l'approche des élections législatives et présidentielles burundaises, prévues respectivement le 26 mai et le 26 juin.

Pour Al Hussein, qui s'est exprimé mercredi au cours d'une conférence de presse marquant la fin de sa visite, le Burundi est à la croisée des chemins et vit un moment critique de son histoire avec ces élections clés. "Le Burundi ne pouvant pas se permettre une autre flambée de violence, j'exhorte donc les hommes politiques de ce pays et les simples militants à s'assurer que le débat politique, bien que par nature animé, n'atteigne jamais un niveau d'incitation à la haine ou à la violence", a-t-il recommandé. La voie de la violence risque de ramener le Burundi vers son passé profondément troublé, a-t-il. M. Al Hussein a affirmé que de nombreuses personnalités croisées à Genève et à New York, au sein et à l'extérieur des Nations Unies, se sont alarmées de la direction que semble prendre le pays. Il a déclaré qu'à l'approche des élections, les tensions augmentent à cause de la hausse du harcèlement pour des motifs politiques, des intimidations, des actes de violence, des discours haineux. "Certaines personnes ont si peur qu'elles ont d'ores et déjà quitté le pays, bien avant les élections présidentielles de juin. Quelque 6.000 personnes auraient traversé la seule frontière rwandaise. Au cours des deux derniers jours, le nombre de personnes franchissant cette frontière a augmenté pour atteindre les 1 000 personnes par jour. Plusieurs d'entre elles ont explicitement déclaré aux Nations Unies être parties du fait des actions de milices", a-t-il renchéri. Tous ces signes sont de mauvais augure, a prévenu l'ambassadeur onusien. "Le gouvernement et les forces de sécurité doivent s'occuper contre la milice des Imbonerakure, enquêter et traduire en justice ceux parmi ses membres qui ont commis des crimes", a-t-il déclaré. Le Haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme a aussi appelé les opposants politiques burundais à jouer leur rôle dans la consolidation des acquis de la paix et de la sécurité. Il les a invités à éviter de "gonfler ou exagérer les faits pour accroître le soutien contre le gouvernement" et à s'assurer que leurs sympathisants manifestent pacifiquement.